

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE 1940

Première forme d'opposition collective à l'occupation allemande, la manifestation étudiante et lycéenne qui se déroule le 11 novembre 1940 à Paris constitue un moment fondateur dans l'histoire de la Résistance. Elle témoigne d'un basculement de l'opinion, cinq mois après la défaite et l'installation des Allemands dans Paris. Beaucoup moins connues, des manifestations auront également lieu le même jour en province. Ces commémorations du 11 novembre 1940 ouvrent la voie aux nombreuses manifestations patriotiques qui permettront aux Français de montrer leur refus de la présence allemande à l'occasion de certaines dates comme le 11 novembre mais aussi le 1^{er} mai et surtout le 14 juillet. Cette portée symbolique très forte explique aussi la place particulière qu'occupe cette manifestation du 11 novembre sur le plan mémoriel et la bataille de mémoire dont elle a pu être l'objet entre communistes et gaullistes⁽¹⁾.

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris. Le contexte, l'événement, la mémoire

Par Fabrice Grenard

Une rentrée scolaire
dans un contexte tendu

À Paris, la première rentrée scolaire et universitaire de l'Occupation s'effectue au début de l'automne 1940 dans un climat très particulier. La loi du vainqueur est partout visible et crée un sentiment d'humiliation chez de nombreux Parisiens. Le drapeau à croix gammée flotte sur tous les bâtiments officiels qui ont été réquisitionnés par les Allemands pour y installer leurs services. L'heure allemande (en

avance d'une heure sur l'heure française) s'affiche aux horloges, les avis de l'occupant recouvrent les murs, les panneaux de circulation routière sont désormais inscrits en français et en allemand. Dans les établissements scolaires, une atmosphère morne est provoquée par l'absence des professeurs mobilisés en 1939 et qui ont été faits prisonniers lors des combats de mai-juin 1940. Entraînés en zone Sud dans le mouvement de l'exode en mai-juin 1940, de nombreux étudiants ou enseignants n'ont pas encore pu rentrer en zone occupée car les Allemands

SOMMAIRE

- La manifestation
du 11 novembre 1940 à Paris.
Le contexte, l'événement,
la mémoire p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Les manifestations
du 11 novembre 1940 en province p. VI
Par Fabrice Bourrée
- L'association des résistants
du 11 novembre 1940 porteuse
de la mémoire gaulliste p. VII
Par Fabrice Bourrée
- La manifestation
du 11 novembre 1940 à Paris
vue par ses acteurs p. VIII
Par Frantz Malassis

n'autorisent les retours de façon progressive qu'à partir d'octobre.

Le monde enseignant apparaît divisé face à l'ordre nouveau qui se met en place au cours de l'été 1940, du fait de l'occupation allemande et de l'installation d'un régime autoritaire avec à sa tête le maréchal Pétain. Séduits par le discours de la « Révolution nationale » sur le redressement nécessaire du pays et par la volonté du nouveau régime de rompre avec la politique éducative de la Troisième République censée avoir mis à mal la discipline et le



◀ Dessin intitulé « Manifestation du 11 novembre 1940 ».

Aucune photographie, connue à ce jour, n'a été prise de l'événement. Réalisée d'après des témoignages par l'artiste peintre Philippe Mitschké (1931-2012), ce dessin évoque l'ambiance de la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris.



Service historique de la Défense.

▲ Entrée de l'École militaire à Paris le 18 juillet 1940.

La vue des signes de l'occupation allemande, comme les drapeaux à croix gammée qui flottent sur tous les bâtiments officiels ou les panneaux de signalisation bilingues qui se dressent dans les rues de la capitale, heurte la sensibilité patriotique des Parisiens.

sens de l'effort qu'il faudrait inculquer aux élèves et étudiants, les professeurs les plus attachés aux valeurs conservatrices affichent ouvertement leur soutien inconditionnel au nouveau pouvoir. C'est le cas du directeur de l'École normale supérieure et grand spécialiste d'histoire romaine, Jérôme Carcopino, futur Secrétaire d'État à l'Instruction publique de Vichy entre février 1941 et avril 1942. Ceux au contraire qui étaient les plus attachés à l'école républicaine prennent immédiatement leurs distances à l'égard d'un régime qui ne cache pas sa nature réactionnaire et se livre au cours de l'automne 1940 à une importante épuration au sein de l'Éducation nationale, contre les communistes, les francs-maçons et les Juifs. Le milieu des enseignants, chercheurs et universitaires fournit ainsi quelques-uns des pionniers de la Résistance en région parisienne, comme le montrent l'exemple de Raymond Burgard, professeur de lettres au lycée Buffon, l'un des créateurs du mouvement Valmy, ou

des semaines qui suivent la rentrée scolaire. Paris n'échappe pas à la règle, d'autant que s'ajoute aux lycéens une population étudiante importante. En octobre 1940, les Renseignements généraux observent la progression d'un climat frondeur à la Sorbonne, où les cours ont repris. Cela se traduit par des lancers de tracts, des inscriptions sur les murs, des papillons laissés dans les livres de la bibliothèque universitaire dénonçant la présence allemande. Le chiffre 11 ne cesse de fleurir sur les murs du Quartier latin, formant un message codé à partir du mot « ELF » en allemand qui devient pour les étudiants « Es Liebe Frankreich » (« Longue vie à la France »). La bataille d'Angleterre en septembre 1940 entraîne une progression de la propagande anglophile parmi les étudiants, avec de nombreuses inscriptions à la craie destinées à afficher un soutien aux Britanniques dans leur combat contre le Reich. Les Renseignements généraux observent également une progression de

celui du groupe qui se constitue au sein du musée de l'Homme autour des chercheurs Boris Vildé et Anatole Letwisky.

Du fait de l'insouciance et de l'état d'esprit contestataire qui la caractérise, la jeunesse qui est appelée à retrouver les bancs de l'école ou de l'université fin septembre-début octobre 1940 est sans doute l'une des premières catégories à exprimer ouvertement son rejet de l'occupation allemande au sein de la société française. Dans tous les départements, les préfets se font l'écho dans leurs rapports des petits gestes de défi et de révolte (graffitis sur les murs, diffusions de tracts fabriqués de façon artisanale, imprécations et quolibets lancés à l'égard des Allemands ou des partisans de la collaboration) qui se multiplient dans les lycées lors

la propagande « en faveur de l'ex-général de Gaulle », sous forme principalement de bouche à oreille, d'inscriptions à la craie, de ports d'insignes à croix de Lorraine ou de tracts⁽²⁾.

Alors que des milliers d'Allemands appartenant aux forces d'occupation ou à l'administration militaire allemande, partagent la vie quotidienne des Parisiens et ont réquisitionné certains établissements scolaires (l'École normale supérieure de la rue d'Ulm notamment), les incidents se multiplient au Quartier latin entre soldats allemands et étudiants amenés à se croiser et à fréquenter les mêmes lieux. Le 25 octobre, à la faculté de médecine, la présence de trois officiers allemands à un cours provoque le départ des étudiants. La même scène se reproduit le 7 novembre à la Sorbonne. Des accrochages dans des cafés du Quartier latin entre étudiants et membres des forces d'occupation entraînent la fermeture des établissements concernés, notamment trois haut-lieux de la vie étudiante à Paris, les Cafés d'Harcourt, Dupont-Latin et Capoulade. Les incidents sont également fréquents dans les cinémas, entraînant la fermeture de vingt-six salles à la date du 4 novembre.

S'il repose sur certaines spécificités liées à l'état d'esprit particulier de la jeunesse française, ce climat frondeur qui se développe dans les milieux étudiants parisiens s'inscrit aussi dans un contexte plus large, celui d'un basculement de l'opinion en zone occupée après une période d'apathie et de passivité liée au traumatisme de la défaite. La victoire anglaise obtenue lors de la bataille d'Angleterre ayant opposé la RAF et la Luftwaffe au-dessus de la Manche montre que le Reich n'est pas invincible et entretient l'espoir d'une victoire alliée dans le futur. Dans ce contexte, la poignée de main entre Pétain et Hitler lors de l'entrevue de Montoire le 24 octobre 1940, symbole de la politique de collaboration souhaitée par Vichy, passe mal dans l'opinion. Elle constitue une désillusion pour les Français qui étaient persuadés que Pétain était en train de préparer une revanche. Les rapports adressés à Vichy sont sans ambiguïté à propos de l'état d'esprit des Parisiens : « influence nulle de la presse officielle, développement de l'anglophilie et hostilité contre l'Allemagne, indifférence à l'égard de la politique du gouvernement, inquiétudes touchant la vie quotidienne⁽³⁾ ». Évoqué dans les archives de la préfecture de police de Paris, un fait peu connu apparaît significatif de ce basculement et constitue peut-être la première manifestation d'opposition importante, même si elle se déroule sans aucune consigne, de façon silencieuse, sans slogan ni revendication. Le 1^{er} novembre 1940, plusieurs milliers de personnes se rendent à l'occasion de la Toussaint à l'Arc de triomphe pour y déposer 500 bouquets devant la tombe du Soldat inconnu, un geste dont la dimension patriotique est évidente⁽⁴⁾.



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne

◀ Des Français viennent fleurir la tombe du Soldat inconnu le 1^{er} novembre 1940.

Cette photographie extraite du fonds du journal *Le Matin* rappelle que le jour de la Toussaint plusieurs milliers de personnes sont venues tout à fait légalement se recueillir sur la tombe du Soldat inconnu.

DR



◀ Paul Langevin.

Professeur au Collège de France, Paul Langevin est fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Son arrestation, marquant la volonté des Allemands de museler l'Université française, suscite un fort courant de protestation.

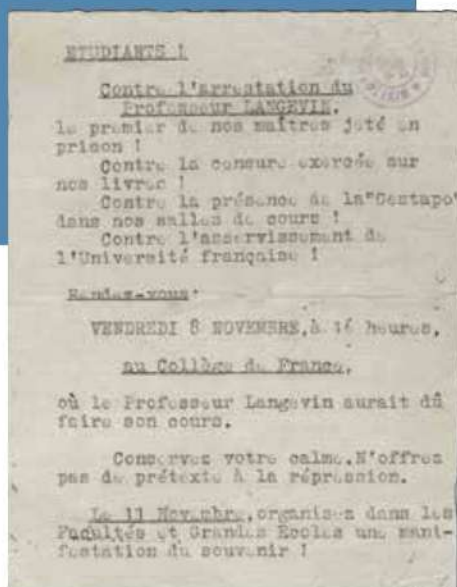
Tract de l'Union des étudiants et lycéens communistes de France (UELCF). ▶

Appelant à une manifestation le 8 novembre 1940, jour où le professeur Langevin devait donner sa leçon inaugurale au Collège de France, ce tract diffusé dans le Quartier latin prévoit également une mobilisation le 11 novembre dans les établissements scolaires.

La manifestation du 8 novembre en soutien au professeur Paul Langevin

L'arrestation par les Allemands le 30 octobre de Paul Langevin, physicien mondialement connu et professeur au Collège de France, illustre la volonté de l'occupant de contrôler l'Université et de « faire taire » les enseignants dont l'engagement antifasciste est de notoriété publique. Elle soulève de nombreuses protestations. Grande figure scientifique, fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Langevin était proche des communistes, bien qu'il n'ait pas approuvé le pacte germano-soviétique d'août 1939. Un Comité de défense des professeurs et étudiants de l'Université de Paris se constitue immédiatement pour soutenir Langevin et dénoncer son arrestation. Les organisations étudiantes affiliées au Parti communiste clandestin appellent à la mobilisation. L'Union des étudiants et lycéens communistes de France (UELCF), clandestine depuis septembre 1939, fait circuler un tract dans le Quartier latin pour une manifestation le 8 novembre, jour où le professeur Langevin aurait dû donner sa leçon inaugurale au Collège de France, avec un appel également pour une mobilisation à l'occasion du 11 novembre :

« Étudiants ! Contre l'arrestation du professeur Langevin, le premier de nos maîtres jeté en prison ! Contre la censure exercée sur nos livres ! Contre la présence de la "Gestapo" dans nos salles de cours ! Contre l'asservissement de l'Université française ! Rendez-vous vendredi 8 novembre à 16 heures au Collège de France



Source : collections La contemporaine - Cote Delta 4° 47, Rés.

où le professeur Langevin aurait dû faire son cours. Conservez votre calme. N'offrez pas de prétexte à la répression. Le 11 novembre, organisez dans les Facultés et Grandes Écoles une manifestation du souvenir ! »

François de Lescure, le président de l'Union nationale des Étudiants légale (UNE), et Roger Marais, responsable de la Corporation de Lettres, lancent un appel identique.

Le 8 novembre, dans l'amphithéâtre du Collège de France, Frédéric Joliot-Curie, qui a pris la tête de la protestation universitaire contre l'incarcération de son collègue physicien, annonce que son laboratoire restera fermé jusqu'à la libération de Langevin. La préfecture de police a eu vent des préparatifs d'une possible manifestation. Elle fait bloquer les abords du Collège de France. Tout le Quartier latin est mis en état de siège. La rue des Écoles, qui mène au Collège de France, est barrée par un épais cordon de forces de l'ordre ou bien de

soldats allemands. Des blindés allemands ont pris position pour intimider les éventuels manifestants. Mais à quelque distance, à hauteur de la place de la Sorbonne et de la rue Soufflot, une cinquantaine d'étudiants communistes parviennent à se rassembler à la sortie des cours pour manifester en criant « Libérez Langevin ! » puis « À bas Pétain ! » avant d'entonner *La Marseillaise* et de se disperser en rejoignant le Boulevard Saint-Michel. Parmi les organisateurs de cette manifestation figurent notamment Pierre Daix et Bernard Kirschen, deux jeunes militants ayant œuvré à la reconstitution clandestine des Jeunesses communistes et qui seront arrêtés quelques semaines plus tard.

Étudiants et lycéens bravent l'interdiction de défiler le 11 novembre

Les événements du 8 novembre permettent d'intensifier les mots d'ordre et les appels qui depuis plusieurs jours invitaient lycéens et étudiants à se rendre le 11 novembre au rond-point des Champs-Élysées pour fleurir la statue de Clemenceau puis rejoindre l'Arc de triomphe. Au soir du 8 novembre, un tract circule dans le Quartier latin appelant à une grande mobilisation trois jours plus tard :

« Étudiant de France. Le 11 novembre est resté pour toi jour de Fête nationale. Malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera Jour de recueillement. Tu n'assisteras à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat Inconnu, 17 h 30. Le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire. Le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que Vive la France ! Recopie ces lignes et diffuse-les ! »

Contrairement à une reconstruction qui sera effectuée a posteriori par ceux qui souhaitent faire de la manifestation du 11 novembre 1940 un événement organisé par les communistes,

Tract « Étudiant de France » appelant à manifester le 11 novembre 1940. ▶

Ce document est, avec un discours de René Cassin, la seule trace qui reste des appels à manifester le 11 novembre 1940. Selon plusieurs témoignages, il a été rédigé collectivement au 5 place Saint-Michel, siège de plusieurs associations d'étudiants et du Centre d'entraide des étudiants mobilisés et prisonniers. Il a ensuite été ronéoté en plusieurs lieux : au Centre d'entraide, à la « corpo » de Droit et au sous-sol de la faculté de Droit. Certains exemplaires ont été recopiés à la main avant d'être diffusés dans le Quartier latin.



Source : collections La contemporaine - Cote Delta 4° 47, Rés.

On travaillera le 11 novembre

La préfecture de police communique la note suivante :

Les administrations publiques et les entreprises privées travailleront normalement le 11 novembre à Paris et dans le département de la Seine. Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée.

Source gallica.bnf.fr/Bnf

« On travaillera le 11 novembre », *Le Matin*, 10 novembre 1940.

La préfecture de police annonce dans la presse parisienne que les cérémonies commémoratives de l'Armistice de 1918 sont interdites et que toute démonstration publique est de ce fait exclue.

son origine ne repose pas uniquement sur une décision qui aurait été prise au soir du 8 novembre pour faire du 11 novembre le prolongement de la mobilisation en faveur de Langevin. Depuis que plusieurs milliers de personnes s'étaient rendues à l'occasion du 1^{er} novembre déposer des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, l'idée d'une manifestation d'envergure pour commémorer l'Armistice de 1918 n'a cessé de faire son chemin, d'autant que sur les ondes de la BBC de Gaulle a lancé un appel demandant aux Français de célébrer pacifiquement l'anniversaire de la victoire en dépit des interdictions imposées par l'occupant. Le 5 novembre, le recteur de Paris, Gustave Roussy, procède à une réunion des doyens et directeurs de l'enseignement pour leur faire part de renseignements précis qu'il possède sur les manifestations qui seraient projetées par les étudiants à l'Arc de triomphe. Le recteur rappelle les directives données le 26 octobre par le secrétaire d'État à l'Instruction publique Georges Ripert avisant que le 11 novembre devait être un jour travaillé comme les autres, tout en souhaitant des cérémonies internes aux établissements afin d'éviter des manifestations extérieures⁽⁷⁾. Un avis publié dans la presse parisienne le 10 novembre exclut toute cérémonie ou démonstration publique pour les commémorations de l'Armistice. Paradoxalement, cet avis n'a peut-être fait qu'encourager encore un peu plus la jeunesse parisienne à se mobiliser le 11 novembre en renforçant parmi les étudiants et lycéens le sentiment de braver un interdit.

Le 11 novembre au petit matin, entre 5 et 6 heures, les premiers rassemblements se déroulent dans le silence. Plusieurs dizaines de personnes se retrouvent devant la statue de Clemenceau, en bas des Champs-Élysées, pour y déposer des gerbes. L'un de ces dépôts relève de l'initiative des avocats André Weil-Curiel et Léon-Maurice Nordmann. Il est assorti d'une carte de visite au nom de De Gaulle et d'un ruban tricolore portant en lettres d'or « La France libre⁽⁸⁾ ». Lorsqu'elle arrive sur les lieux, la police française procède à quelques dizaines d'arrestations, dont celle du professeur de lycée René Baudoin, porteur d'un insigne à croix de Lorraine⁽⁹⁾. Ces rassemblements matinaux s'inscrivent donc plutôt comme une réponse aux appels lancés par de Gaulle et sont le fait de ses partisans, qui arborent des signes de soutien au chef de la France libre.

Du côté des lycées et de l'Université, la matinée se passe dans le calme et les autorités universitaires ne relèvent aucune agitation particulière. Le recteur note des absences en faculté de médecine seulement, alors que « dans les lycées les absences ne dépassent guère les chiffres habituels⁽¹⁰⁾ ». Les choses changent brusquement en milieu d'après-midi, lorsque les cours se terminent. À partir de 16 heures, des petits groupes quittent leurs établissements respectifs pour se diriger vers les Champs-Élysées et les abords de l'Arc de triomphe. Les rapports policiers comme les témoignages des acteurs illustrent tous le caractère spontané de la manifestation. Il n'y a ni cortège ordonné, ni banderoles, ni leaders désignés.

La manifestation bat son plein vers 17 heures, lorsque les différents groupes de lycéens et d'étudiants se rejoignent le long des Champs-Élysées. Ils sont quelques milliers au plus fort de la manifestation, entonnant des chants patriotiques (*La Marseillaise*) ou déclamant des slogans comme « Vive la France » ou « La France aux Français ». La préfecture de police recense quelques 750 bouquets de fleurs et gerbes déposés au pied de la statue de Clemenceau,

environ 1 500 sous l'Arc de triomphe sur la tombe du Soldat inconnu.

La police française tente d'intervenir tandis que des bagarres éclatent avec quelques membres d'organisations pronazies dont les sièges sont installés aux Champs-Élysées. Les événements se précipitent avec l'intervention de la *Geheime Feldpolizei*, la police militaire allemande, dont les tirs font plusieurs blessés, parmi lesquels Pierre Lefranc, futur figure du gaullisme. On ne relèvera toutefois aucun mort, contrairement à ce qui sera prétendu ensuite sur les ondes de la BBC ou dans des articles de la presse clandestine rendant compte de l'événement.

Dispersée par les charges policières et les arrestations, la manifestation prend fin vers 18h30. Le bilan officiel fait état de 123 arrestations. Une trentaine sont le fait de la police française, le reste émanant directement des forces allemandes. Les lycéens sont très majoritaires parmi les personnes arrêtées. Ils viennent principalement des lycées Buffon, Janson de Sailly, Voltaire, Chaptal, Louis-le-Grand et Henri-IV.

Les réactions de l'occupant et de Vichy

Surpris par l'ampleur d'une manifestation qui témoigne d'une remise en cause importante de l'ordre qu'ils tentent d'imposer dans Paris occupé, les Allemands réagissent vivement. Le 12 novembre au soir, le commandement allemand communique ses décisions à la préfecture de police de Paris. Tous les établissements d'enseignement supérieur sont fermés jusqu'à nouvel ordre, les étudiants non domiciliés à Paris doivent rejoindre leur famille en province et les étudiants parisiens doivent quotidiennement pointer au commissariat de leur quartier.

Le gouvernement de Vichy pour sa part relève de ses fonctions le recteur Gustave Roussy, qui n'a pas su empêcher la manifestation. Il est remplacé à titre temporaire par Jérôme Carcopino qui conserve sa fonction de directeur de l'ENS. Alors que l'Université de Paris est fermée, Carcopino concentre son action pour une reprise en main des lycées. Les élèves arrêtés le 11 novembre sont, à la demande du nouveau recteur, exclus de leurs établissements. Jérôme Carcopino charge les proviseurs de vérifier la loyauté des enseignants et convoque les parents d'élèves. La surveillance policière est renforcée, le simple port de la croix de Lorraine devenant un motif d'arrestation. La police procède jusqu'à fin novembre, les jours de la semaine où les cours n'ont pas lieu (jeudis, samedis, dimanches), à des arrestations préventives de jeunes gens se promenant sur les Champs-Élysées et au Quartier latin pour empêcher tout nouveau rassemblement. Le jeudi 21 novembre,



Source gallica.bnf.fr/Bnf

« La fermeture des facultés », *L'Œuvre* du 16 novembre 1940.

Le journal collaborationniste *L'Œuvre* consacre une grande partie de la Une de son édition du 16 novembre 1940 à la fermeture des Facultés, « une leçon et un avertissement » envers les étudiants et lycéens ayant manifesté le 11 novembre. En outre, le gouvernement de Vichy relève de ses fonctions le recteur de l'Université de Paris au moment des faits, Gustave Roussy, lequel est remplacé par un homme acquis aux idées du régime, Jérôme Carcopino.

une véritable rafle aboutit à 1 041 arrestations. Le surlendemain, le recteur fait aviser les chefs d'établissement que les Grands Boulevards, les Champs-Élysées et le boulevard Saint-Michel sont interdits aux élèves.

Le 8 décembre, les Allemands annoncent leur décision de rouvrir l'Université de Paris, ce qui devient effectif le 20 décembre. Après qu'ils les aient interrogés et ayant compris qu'ils avaient agi de manière spontanée et « apolitique », sans appartenir à une organisation précise, le commandement allemand libère les jeunes qui avaient été arrêtés lors de la manifestation du 11 novembre en trois vagues successives : le 20 novembre, le 3 décembre puis le 11. Seules cinq personnes, dont trois ont été formellement identifiées (le professeur René Baudoin, et deux élèves de Saint Sulpice, Le Goff et Laurent) resteront en détention et seront condamnées par le tribunal militaire allemand.

Les enjeux mémoriels d'une manifestation catalysant des courants politiques divers

La manifestation du 11 novembre est relayée par les différents médias de l'époque. La presse parisienne collaborationniste, qui évoque l'événement à partir du 16 novembre, dénonce l'irresponsabilité d'une certaine jeunesse et appelle à davantage d'ordre et de discipline dans les établissements scolaires. Les émissions de la BBC destinées aux Français insistent sur le patriotisme de la jeunesse française et dénoncent la répression allemande en relayant de nombreuses rumeurs à son sujet. La radio de Londres évoque par exemple le 28 novembre un total de 11 tués, ce qui ne correspond en rien à la réalité de la répression qui, bien que violente, n'a fait aucune victime.

En dépit d'appels lancés par des petits groupes qui exaltent le souvenir de 1940, il n'y aura pas de réédition du 11 novembre les années suivantes à Paris. Craignant une nouvelle manifestation, les autorités mettront chaque 11 novembre le Quartier latin en état de siège, placeront sous haute surveillance les lycéens en les obligeant à rester consignés toute la journée dans leurs établissements, qu'ils aient cours ou non, et bloqueront les principaux axes reliant la Sorbonne et les Champs-Élysées pour empêcher les étudiants de s'y rendre.

Pour certains jeunes ayant défilé le 11 novembre 1940 à Paris, cette action qui restera sans lendemain et ne se traduira ensuite par aucun engagement particulier ; se limitera donc à une simple protestation ponctuelle. Pour d'autres en revanche, elle constituera un moment déclencheur pour rejoindre ensuite la Résistance, que ce soit au sein des organisations qui se développent en métropole (comme le montre l'exemple de Tony Bloncourt qui rejoint les bataillons de la jeunesse créés par le Parti communiste) ou en ralliant la France libre à Londres (à l'image de la trajectoire suivie par Pierre Lefranc).

Après la guerre, cette manifestation donnera lieu à une importante bataille mémorielle. Les communistes, prétendront en avoir été les instigateurs, créant un lien de causalité entre la manifestation du 8 novembre

place de la Sorbonne en soutien à Paul Langevin, dont ils étaient effectivement les organisateurs, avec celle du 11 novembre, qui en aurait été le prolongement. Ils revendiqueront également la paternité des principaux tracts diffusés dans le Quartier latin pour appeler à manifester. Cette stratégie des communistes visant à présenter la manifestation du 11 novembre 1940 comme un événement dont ils auraient été les instigateurs permettait alors de développer l'idée que le Parti avait « résisté » dès les débuts de l'Occupation. La ligne adoptée au cours de cette période consistait en réalité à s'attaquer surtout à la politique réactionnaire du régime de Vichy tout en limitant les critiques contre les Allemands et en



▲ Le 11 novembre 1954, le président de la République René Coty inaugure la plaque en hommage aux jeunes qui ont manifesté le 11 novembre 1940 située en haut de l'avenue des Champs-Élysées.

Son texte rappelle que « Le 11 novembre 1940 devant la tombe de l'Inconnu, les étudiants de France manifestant en masse les premiers résistèrent à l'occupant ». Cette première manifestation d'opposition collective à l'occupant est devenue un moment fondateur dans l'histoire de la Résistance dont la mémoire a été revendiquée tant par les communistes que par les gaullistes.

dénonçant la poursuite d'une guerre entre le Reich et les Alliés présentée comme « impérialiste ». Cette stratégie ne cessera qu'en juin 1941, l'attaque de l'URSS amenant le Parti à renouer avec son discours antifasciste de l'avant-guerre et à entrer en « résistance ». Considérant de leur côté que les étudiants avaient répondu aux appels lancés sur les ondes de la BBC et s'appuyant sur le fait que des croix de Lorraine avaient été arborées lors du défilé, les gaullistes présenteront la manifestation comme une forme de soutien à l'égard du général de Gaulle.

Ces tentatives de récupérations faites *a posteriori* ne correspondent pas à la réalité historique d'une manifestation qui, catalysant des courants politiques

divers, doit surtout être interprétée comme la mobilisation spontanée d'une partie de la jeunesse parisienne alors même que la Résistance organisée n'existe pas encore. Elle s'inscrit d'une certaine façon dans la lignée des nombreux « charivaris » et « monômes » des étudiants et lycéens contre l'ordre établi, incarné en 1940 à la fois par l'occupant allemand et le régime de Vichy, tout en soulignant le patriotisme des manifestants dans le contexte de la défaite et de l'Occupation. Le lien établi par l'historiographie communiste entre les manifestations des 8 et 11 novembre afin de faire du 11 novembre 1940 un événement dont le Parti communiste aurait été l'initiateur ne tient pas compte du fait que l'idée de manifester pour la commémoration de l'Armistice s'était développée bien avant le 8 novembre dans les milieux étudiants, sans que cela ne réponde à l'appel d'une organisation en particulier. Surtout, aucun des rapports émanant des autorités chargées de la répression, aussi bien du côté français qu'allemand, y compris les comptes rendus d'interrogatoire des personnes arrêtées, n'évoque la possibilité que la manifestation puisse avoir pour origine une organisation précise, notamment celle du Parti communiste clandestin. Les policiers allemands ou français ont tendance pourtant au cours de cette période à imputer aux communistes la plupart des actions dissidentes, même lorsqu'ils n'en sont pas à l'origine. C'est d'ailleurs la raison qui explique que les Allemands aient fini par relâcher la quasi-totalité des jeunes arrêtés pour avoir manifesté sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1940 après que leurs interrogatoires aient révélé leur apolitisme et l'absence d'affiliation à une organisation précise. ■

(1) Les deux références les plus importantes sur la manifestation du 11 novembre 1940 sont : Alain Monchablon, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940. Histoire et mémoires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81. Maxime Tandonnet, 1940. *Un autre 11 novembre*, Tallandier, 2009.

(2) Archives de la préfecture de police, situation de Paris, rapport hebdomadaire du 4 novembre 1940.

(3) Archives nationales, F 60 397, 26 octobre 1940, synthèse, rapports de la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO).

(4) Archives de la préfecture de police, situation de Paris, rapport du 4 novembre 1940.

(5) Ce tract est conservé à La contemporaine sous la cote Delta 4° 47 Rés.

(6) Un original manuscrit est conservé à La contemporaine sous la cote Delta 4° 47 Rés.

(7) Archives nationales, F 60 1485, incidents du 11 novembre 1940, « Notes sur les journées qui ont précédé et suivi le 11 novembre 1940, mesures prises par le recteur Roussy ».

(8) André Weil-Curiel, *Le Temps de la honte, t. II : Éclipse en France*, Paris, Éd. du Myrte, 1946, p. 237.

(9) Archives de la préfecture de police, Ba 2361, interrogatoires des personnes arrêtées le 11 novembre 1940.

(10) Archives nationales, F 60 1485, mémoire du recteur Roussy, le 13 novembre 1940.

Les manifestations du 11 novembre 1940 en province

Par Fabrice Bourrée

Le 11 novembre 1940, partout en France des milliers de personnes décident de témoigner leur opposition à l'occupant et à la politique de collaboration que mène le gouvernement du maréchal Pétain. Ils le font en rendant hommage à leurs aînés victorieux de la Grande Guerre. Si la manifestation parisienne du 11 novembre 1940 est devenue le symbole des prémices de la Résistance, elle ne doit pas occulter les événements survenus dans certaines villes de province où des Français commémorent individuellement ou collectivement la signature de l'Armistice de 1918.

Des manifestations spontanées en France

Dans le secteur de Lille situé en zone interdite, rattachée au commandement militaire allemand de Bruxelles, un tract dactylographié appelle les Français à porter les couleurs de la France à la boutonnière à l'occasion de l'anniversaire du 11 novembre 1918. Il invite les anciens combattants à arborer leurs décorations et à chacun de fleurir les monuments aux morts. L'objectif étant, selon ce tract, « que cette journée laisse dans l'esprit de nos oppresseurs, le souvenir d'une manifestation unanime à l'hostilité, et, dans le nôtre, celui d'une volonté tenace de résistance⁽¹⁾ ».

À Compiègne, des collégiens déposent une gerbe de fleurs tricolores devant la plaque commémorative de leur établissement. Les Allemands procèdent à l'arrestation d'une douzaine d'élèves dont quatre sont incarcérés. Suite au rapport dressé le 24 novembre par M. Laurent, principal du collège, le recteur de Paris prononce l'exclusion temporaire des quatre élèves le 3 décembre suivant tandis que le principal lui-même est muté peu de temps après⁽²⁾.

À Nantes, un tract émanant des élèves du lycée Clemenceau incite à ne pas se rendre en cours et à célébrer la Victoire de 1918. Malgré les interdictions et la surveillance mise en place, plusieurs rassemblements ont lieu en divers endroits de la ville. À 10 h 30, des groupes d'étudiants tentent de déposer des gerbes au monument aux morts et au cimetière de la Bouteillerie ; ils sont rapidement dispersés par les forces de l'ordre. Une heure plus tard, un autre groupe parvient à déposer une gerbe dans ce même cimetière. De leur côté, deux jeunes, Michel Dabat et Christian de Mondragon, réussissent à hisser le drapeau tricolore au sommet de la tour sud de la cathédrale. Le fait est signalé à 10 h 40 par le curé de Saint-Pierre. À peine une heure plus tard, le drapeau est enlevé par les pompiers. Dans son rapport du 16 novembre 1940, le préfet de Loire-Inférieure (aujourd'hui Loire-Atlantique) signale également qu'un « certain nombre de passants portaient à leur boutonnière un ruban tricolore ou deux petits drapeaux anglais et français entrelacés⁽³⁾ ».

À Caen, en fin d'après-midi, quelques centaines de jeunes gens viennent afficher leurs sentiments patriotiques devant le monument aux morts de la place Foch, situé à quelques pas du siège de la Feldkommandantur. Les manifestants viennent de l'école primaire supérieure après avoir été harangues dans la cour de l'établissement par le directeur, M. Colin. Ils sont rejoints par des jeunes du lycée Malherbe, des étudiants et quelques membres de

l'Association catholique de la jeunesse française. L'intervention rapide des Allemands entraîne la dispersion des jeunes⁽⁴⁾.

Le dépôt de gerbe au monument aux morts de Brest le 11 novembre 1940 n'est connu que par ses conséquences. En effet, à la suite de cette manifestation, le commandant militaire allemand ordonne la surveillance du monument par « des gardes composées de Brestois » durant huit jours⁽⁵⁾.



▲ Ruban tricolore porté à la boutonnière le 11 novembre 1940 par Eugène d'Hallendre dans le secteur de Lille.

Ces quelques exemples issus pour l'essentiel des archives de la répression ne sont pas exhaustifs puisque toutes les initiatives organisées à l'occasion du 11 novembre 1940 n'ont pas toujours laissées les mêmes traces dans les archives. Ils témoignent en tous

cas du fait que les commémorations de l'Armistice ont été assez suivies en zone occupée, et pas seulement à Paris, malgré les interdictions en vigueur.

Des manifestations qui s'amplifient d'année en année

Les événements survenus en 1940 amènent le gouvernement de Vichy à décider que le 11 novembre 1941 ne sera pas un jour chômé. Les Allemands quant à eux interdisent toute manifestation publique et tout dépôt de fleurs aux monuments aux morts durant cette journée.

De leur côté, les organisations de Résistance, qu'elles soient communistes ou gaullistes, décident de s'opposer à ces mesures et organisent des manifestations patriotiques à l'occasion de cet anniversaire. Elles développent dès lors une intense propagande pour inciter les Français à honorer le souvenir de la Victoire de 1918. Dans les années qui suivent, des myriades de papillons et de tracts les invitent à célébrer le 11 novembre partout en France⁽⁶⁾. En dépit de ces appels, à Paris, il n'y a pas de réédition du 11 novembre 1940 à l'Arc de triomphe. En revanche, que ce soit en Île-de-France ou en province, les manifestations patriotiques prennent de l'ampleur d'année en année pour atteindre leur apogée le 11 novembre 1943. Celle qui, sans conteste, est restée gravée dans la mémoire collective – peut-être parce qu'elle a fait l'objet d'un reportage photographique et cinématographique exploité à des fins de contre-propagande – est le défilé d'Oyonnax (Ain). À la tête de près de 150 hommes, Henri Romans-Petit, commandant des maquis de l'Ain et du Haut-Jura, dépose devant le monument aux morts une gerbe en forme de croix de Lorraine portant l'inscription « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 ». ■

(1) Tract conservé au musée de la Résistance de Bondues.

(2) « La manifestation patriotique du 11 novembre 1940 à Compiègne » par Jean-Yves Bonnard (<https://www.resistance60.fr>).

(3) Archives départementales de Loire-Atlantique, 1693W120.

(4) Jean Quellien, *Opinions et comportements politiques dans le Calvados sous l'occupation allemande*, PUC, Caen, 2001.

(5) Archives départementales du Finistère, 200W1.

(6) Aurélie Luneau, « Le 11 novembre 1941 en Île-de-France » in DVD-ROM *La Résistance en Île-de-France*, AERI, 2005.

L'association des résistants du 11 novembre 1940 porteuse de la mémoire gaulliste

Par Fabrice Bourrée

Fondée le 30 septembre 1958 (*Journal officiel* du 17 janvier 1959), l'association des résistants du 11 novembre 1940 se fixe notamment comme objectifs d'entretenir « le souvenir de la première manifestation patriotique de résistance à l'occupant » et de « maintenir un lien étroit entre ceux qui participèrent activement à la manifestation du 11 novembre 1940⁽¹⁾ ».

Le 11 novembre 1954, le président de la République René Coty inaugure à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de la rue de Tilsitt, une plaque commémorative portant l'inscription : « Le 11 novembre 1940 devant la tombe de l'inconnu les étudiants de France manifestant en masse les premiers résistèrent à l'occupant ». Lors de cette cérémonie, trois anciens manifestants du 11 novembre 1940, montent une garde d'honneur. L'idée de la pose de cette plaque aurait été donnée au président de la République par son neveu Roland Coty, lycéen à Condorcet en 1940 et manifestant incarcéré à la prison du Cherche-Midi. Après cette inauguration émerge l'idée de regrouper d'anciens manifestants du 11 novembre 1940 dans une association des « incarcérés ». Avocat de profession, Jean Michaux est chargé d'élaborer un projet de statuts qu'il présente à ses amis fin 1957⁽²⁾.

Une association née lors du retour au pouvoir du Général

Plusieurs hommes politiques au pouvoir mettent tous les moyens à leur disposition pour faire rayonner la nouvelle association. Maurice Herzog, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, lance un appel radiotélévisé pour rassembler les anciens du 11 novembre 1940. Chef de cabinet de Charles de Gaulle, Pierre Lefranc, blessé lors de la manifestation des étudiants, organise le 25 février 1959 le premier dîner amical de l'association au restaurant parisien *Le Petit Colombier* dans le 17^e arrondissement.

Pour devenir membre de l'association, le postulant doit prouver sa participation active à la manifestation. La candidature est ensuite soumise pour approbation à une « commission d'admission composée de trois membres désignés par le conseil d'administration et choisis, soit en son sein, soit parmi des membres actifs de l'association⁽³⁾ ». Malgré son apolitisme proclamé, il semble, à la lecture des archives de l'association, qu'aucun ancien lycéen ou étudiant communiste n'en ait été membre alors qu'ils étaient pourtant nombreux à avoir participé au défilé.

Initialement présidée par Louis Thibon, choisi en raison de son grade le plus élevé dans l'armée, l'association a été dirigée successivement par Jean Michaux, Paul Paclot, Igor de Schotten puis Pierre André Dufetel. Pierre Lefranc, quant à lui, est demeuré président d'honneur depuis la création de l'association jusqu'à son décès en 2012.

Des actions mémorielles et civiques

Lors des cérémonies du 11 novembre, l'association organise un dépôt de gerbe devant la plaque de l'avenue des Champs-Élysées. Cette cérémonie a fait l'objet de pressions politiques de tous bords et même de tentative d'action de débordement par le dépôt d'immenses couronnes masquant celle de l'association. Ce n'est qu'en 1970 que l'association parvient à faire déposer sur la tombe du Soldat inconnu une gerbe en forme de croix de Lorraine semblable à celle de 1940. Ce circuit de la plaque commémorative à la dalle sacrée sera par la suite intégré au protocole officiel. Ainsi, à chaque commémoration décennale, le président de la République en exercice dépose une gerbe devant la plaque de l'avenue des Champs-Élysées.

En 1980, pour le centenaire du drapeau national, le président Valéry Giscard d'Estaing honore l'association en remettant la Légion d'honneur à trois de ses membres devant l'Arc de triomphe et en invitant les autres au déjeuner officiel aux Invalides.

En dehors de ces activités commémoratives, l'association s'engage dans une série d'actions mémorielles. Elle entreprend d'établir une liste des manifestants du 11 novembre 1940, de recueillir leurs récits de la manifestation et, pour certains, le témoignage de leur engagement dans la Résistance. Elle fait poser des plaques commémoratives à l'emplacement de l'ancienne prison du Cherche-Midi, de la Santé et au lycée Janson de Sailly.

Habillée à intervenir dans les établissements scolaires, cette association met en place des opérations de sensibilisation au civisme à destination de la jeunesse et plus particulièrement des lycéens. Dans ce cadre, elle réalise un CD audio présentant les enregistrements d'une cinquantaine d'acteurs, personnalités et témoins de l'époque, qui est distribué par le rectorat aux lycées de la région Île-de-France. En 2001, elle publie une brochure, *Les Lycéens contre l'occupant*, présentant une sélection de documents d'archives relatifs à la manifestation du 11 novembre 1940 et à ses conséquences. Distribuée dans les établissements scolaires, elle est commentée par les membres de l'association qui venaient dans les classes.



▲ Projet de timbre-poste destiné à marquer le 60^e anniversaire de la manifestation.

Quelques temps après, l'association demande au musée de l'Armée des améliorations sur la vitrine dédiée au 11 novembre 1940. Inaugurée le 16 mars 2004 par le général de Boissieu, chancelier de l'Ordre de la Libération, la nouvelle vitrine présentait notamment une des petits croix de Lorraine émaillées bleues distribuées à Notre-Dame Saint-Croix de Neuilly durant l'automne 1940.

En 1998, l'association a pour projet l'émission d'un timbre-poste destiné à marquer, en 2000, le 60^e anniversaire de la manifestation. Mais ce projet n'a pas vu le jour.

En mars 2002, face à la disparition progressive de ses membres, les dirigeants de l'association ont pris la décision de changer sa dénomination et de l'intégrer au Souvenir français. Deux appellations ont été proposées : « Amicale des anciens lycéens et étudiants du 11 novembre 1940 » et « Les 11/11/40 ». Les statuts ont alors été modifiés pour permettre aux familles et amis d'y adhérer. La pérennité de la cérémonie du dépôt de gerbe à la plaque commémorative des Champs-Élysées est désormais assurée le 11 novembre de chaque année par le Souvenir français. Le patrimoine matériel de l'association a fait l'objet de toutes les attentions. En 2017, ses archives ont été versées au Service historique de la Défense à Vincennes où elles sont accessibles à tous. Quant au drapeau associatif, le Souvenir français l'a confié à la garde du lycée Henri-IV à Paris. ■

(1) Extrait des statuts de l'association.

(2) Cet article s'appuie sur les archives de l'association des résistants du 11 novembre 1940 conservées au Service historique de la Défense à Vincennes sous la cote DE 2017 PA 38 et sur l'article d'Alain Monchablon, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940. Histoire et mémoires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81.

(3) Article 3 du règlement intérieur.

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris vue par ses acteurs

Par Frantz Malassis

La manifestation du 11 novembre 1940 à Paris a souvent été présentée comme l'un des moments fondateurs de la résistance naissante. Ce jour là, on estime que 3000 étudiants et lycéens parisiens se sont mobilisés spontanément pour montrer publiquement qu'ils refusaient la défaite et l'occupation de leur pays. Cependant, pour de nombreux lycéens et étudiants qui ont pu y participer, cette manifestation parisienne du 11 novembre 1940 est restée un engagement sans lendemain vécu alors comme un acte d'opposition ponctuel d'autant que la violence de la répression allemande a pu en impressionner certains. Pour d'autres, il débouchera bien plus tard sur un engagement dans la Résistance organisée⁽¹⁾. Mais cette manifestation a-t-elle été perçue par ces acteurs comme un acte de résistance ?

La lecture des mémoires de proposition pour l'obtention de la médaille de la Résistance française⁽²⁾, qui contient un rapport détaillé des actions de l'intéressé, est assez éclairante à ce sujet. Au sortir de la guerre, la manifestation du 11 novembre 1940 ne semble pas être considérée comme un acte de résistance *stricto sensu* et les dossiers n'y font donc pas directement référence. Ainsi, le mémoire de proposition de Pierre Lefranc, qui sera pourtant une figure tutélaire de l'association des résistants du 11 novembre 1940, ne met pas en avant sa participation à la manifestation parisienne. Il signale uniquement sa blessure et son arrestation : « *Étudiant, propagandiste de la Résistance dès le début, a été blessé et arrêté au cours d'une bagarre avec des soldats allemands, à Paris, le 11 novembre 1940* ». Le dossier de Raymond Faivre reste, lui aussi, très alusif se contentant de mentionner sa participation « *à diverses manifestations qui lui valent l'arrestation* » alors que celui d'Alain Griotteray n'y fait aucune allusion.

Si les témoignages disponibles⁽³⁾ nous donnent une vision assez précise des préparatifs, du déroulement et de la répression de cette manifestation parisienne (**voir encadré**), en revanche, aucun acteur ne dit avoir vécu ce moment comme un basculement dans la résistance. Certain comme Jean-Jacques de Bresson n'y voit même pas un acte transgressif lorsqu'il dit : « *J'ai donc décidé d'aller, le 11 novembre, m'incliner sur la tombe du Soldat inconnu. On ne peut pas dire que dans notre esprit, au moins dans le mien, c'était faire un acte héroïque. Ça me paraissait parfaitement naturel* ». Pierre Lefranc, quant à lui, rappelle qu'à l'époque la clandestinité n'était pas de mise. Instigateur de cette manifestation à la Faculté de Droit de Paris, il se souvient que sa préparation ne se faisait « *pas tellement [...] en cachette, parce que les Allemands à ce moment là étaient extrêmement discrets, que les premières répressions n'avaient pas eu lieu et que le sentiment du danger ne nous préoccupait pas* ». ■

(1) En 1998, l'association des résistants du 11 novembre 1940 a adressé un questionnaire à ses adhérents pour mieux connaître leurs parcours. L'analyse des renseignements obtenus auprès de 114 de ses membres montre que 52 d'entre eux ont déclaré avoir eu une activité résistante après avoir participé à la manifestation du 11 novembre 1940.

(2) Conservés aux Archives de la commission nationale de la médaille de la Résistance française à Paris.

(3) En dehors du témoignage d'Odile de Vasselot extrait de son livre *Tombés du ciel. Histoire d'une ligne d'évasion* (Paris, éditions du Félin, 2005, p. 216-217), tous les témoignages cités sont issus du CD audio *11 novembre 1940*. Publié en 1996 par l'association des résistants du 11 novembre 1940 et l'Institut des archives sonores, il contient les témoignages de plus de quarante acteurs directs de l'événement collectés entre mars 1995 et avril 1996.

Au cœur de la manifestation du 11 novembre 1940

Trois acteurs de l'époque nous font revivre dans leurs mémoires ou dans des enregistrements le déroulement de la manifestation à laquelle ils ont pris part avant d'entrer en Résistance⁽³⁾. Alain Griotteray sera responsable du réseau Orion ; Pierre Lefranc rejoindra la France libre tandis qu'Odile de Vasselot deviendra membre du réseau Comète.

L'atmosphère de cette manifestation

« [...] Un mot d'ordre courut de bouche à oreille dès le matin et se répandit comme une trainée de poudre : "Tous à l'Arc de triomphe cet après-midi avec un insigne tricolore à la boutonnière". Faute de mieux, nous avons fabriqué à la hâte de petits pompons de laine bleue, blanche et rouge que nous attachions trois par trois. [...] Et à 16 heures nous étions, bien sûr, à l'Arc de triomphe. Des étudiants s'étaient déjà rassemblés au rond-point des Champs-Élysées et montaient vers l'Étoile en brandissant deux longues perches : c'était leur façon de dire qu'ils étaient avec de Gaulle (deux gaules). La place de l'Étoile était noire de monde. On déambulait silencieusement sur la chaussée. L'atmosphère était électrique. En divers endroits, on chantait La Marseillaise. » **Odile de Vasselot.**



Odile de Vasselot.

Archives personnelles Odile de Vasselot



Pierre Lefranc.

Archives nationales, 569 AP 265

« Sur les Champs-Élysées, il y avait des gens qui faisaient leurs courses, il y avait les soldats allemands qui se promenaient de façon tout à fait paisible [...]. Il y avait quelques voitures allemandes qui étaient garées sur les trottoirs. Au fur et à mesure que le temps passait, des groupes s'agglutinaient. On avait un petit peu un sentiment de force. On a repris les pratiques que nous connaissions des manifestations étudiantes et on a sifflé les Allemands, on les a un petit peu bousculés. Ils se sont engouffrés dans leurs voitures en essayant de partir. On a eu un sentiment de victoire. On avait l'impression qu'on était les maîtres des Champs-Élysées. Alors, on a continué de plus belle à chanter La Marseillaise, à acclamer le nom du Général. »

Pierre Lefranc.

La réaction des policiers français et des Allemands

« La police [française] a essayé de nous repousser, mais la police le faisait vraiment très, très mollement. Il n'y a eu de changement d'attitude que quand les militaires allemands sont arrivés ; [...] en écartant et bousculant d'ailleurs les flics français. Car ils avaient l'impression qu'il y avait une espèce de tolérance et d'indifférence. Ils ne voulaient pas que nous arrivions jusqu'au tombeau. » **Alain Griotteray.**

« On a vu subitement une compagnie allemande avec des armes [...]. Puis, quand on est arrivé à l'Étoile, toujours en vociférant et en criant, ils se sont mis en arc de cercle le dos à l'Arc de triomphe et ils nous ont chargés en tirant. Je pense qu'ils ont tiré la plupart du temps en l'air. [...] Les premiers Allemands qui étaient là nous ont vus galoper sur l'avenue Marceau. Là, ils ont envoyé des grenades [...] j'en ai reçu une qui m'a éclaté dans les jambes – et j'ai boulé comme un lapin sur le macadam de l'avenue Marceau. Une dizaine d'Allemands sont venus et ils m'ont traîné devant le Drugstore Publicis. » **Pierre Lefranc.**



Alain Griotteray.

« Mémoires » Alain Griotteray DR